

L'étiquette *made in Europe* promet des normes sociales, un savoir-faire préservé et local. Mais derrière cet argumentaire marketing, se cachent des ouvrières sous-payées et des ateliers clandestins, de la Bulgarie en passant par l'Italie.

LES DESSOUS D'UNE MODE «ÉTHIQUE ET RESPONSABLE»

Par **Nidal Taibi**

La boutique est nichée dans une rue calme du Haut-Marais, IV^e arrondissement à Paris, à deux pas des galeries et des *concept stores*. Sur les portants, des robes fluides, des manteaux bien coupés, des étiquettes sobres: *made in Europe*. Derrière le comptoir, Claire ajuste un ourlet à la main, geste précis, presque méditatif. A 46 ans, cette ancienne acheteuse pour une grande maison parisienne a ouvert son propre atelier-boutique de couture il y a cinq ans. Une adresse discrète, prisée d'une clientèle attentive aux matières, à la coupe et aux promesses d'une mode plus «responsable». Elle sourit lorsqu'on évoque cette mention rassurante cousue à l'intérieur des vêtements. Puis elle soupire: «Vous savez, ce label, il fait rêver, mais il raconte rarement toute l'histoire», glisse-t-elle en désignant une veste en laine soigneusement pliée. Claire connaît bien les coulisses. Trop bien, même. Elle a passé des années à négocier avec des fournisseurs en Europe de l'Est, à jongler entre délais intenable et exigences de prix toujours plus serrées. «Quand on me parle de production européenne éthique, je pense tout de suite à Milena», reprend-elle, en baissant la voix, comme si elle s'apprêtait à confier un secret.

Milena est bulgare. Couturière depuis plus de quinze ans, elle travaille dans un atelier du sud-ouest du pays, à quelques kilomètres de la frontière grecque.

Claire l'a rencontrée lors d'une visite de contrôle, il y a trois ans. «Elle me montrait les pièces qu'elle cousait pour des marques occidentales. Des vêtements qu'on vend à Paris, Bruxelles ou Berlin comme des produits quasi artisanaux», raconte-t-elle. Milena lui avait alors décrit son quotidien sans détour: des journées qui commencent à 8 heures, mais dont l'heure de fin reste incertaine. «Elle disait: on entre à l'usine le matin, mais on ne sait jamais quand on en ressort», se souvient Claire. Les heures supplémentaires s'enchaînent, rarement déclarées, encore plus rarement payées. Les salaires, eux, stagnent à quelques centaines d'euros par mois, insuffisants pour vivre décemment.

L'histoire de Milena trouve écho même dans l'Europe de l'Ouest. Récemment, le *made in Europe* s'est brutalement réinvité dans l'actualité: le 4 décembre 2025, le parquet de Milan a demandé à treize grands noms de la mode, dont Gucci, Versace, Dolce & Gabbana, Ferragamo, ainsi que Yves Saint Laurent et Givenchy, de produire des documents d'évaluation de leurs chaînes d'approvisionnement, après des inspections dans des ateliers de confection où des ouvriers migrants travaillaient à cadence infernale pour des salaires dérisoires. Dans le même temps, une bataille législative se joue au Parlement italien autour d'une réforme dite de la «loi 231», que des syndicats décrivent comme un possible ...



Made In
Europe

... «bouclier pénal», limitant la responsabilité des donneurs d'ordre quand l'exploitation se passe chez les sous-traitants.

Les dessous du *made in Italy*

L'exploitation de la couture à bas prix ne s'arrête donc pas aux frontières de l'ex-bloc de l'Est. Au cœur de l'Europe de l'Ouest, des ateliers clandestins font travailler une main-d'œuvre vulnérable dans des conditions indignes. La première prise de conscience remonte à une nuit tragique de décembre 2013, en Toscane. A Prato, près de Florence, un incendie ravage un entrepôt abritant un atelier textile clandestin. Les pompiers découvriront, horrifiés, les corps de sept ouvriers chinois, piégés dans les flammes. Ces migrants, enfermés de nuit derrière des barreaux, vivaient et travaillaient sur place, dormant à l'étage dans un dortoir de fortune, fait de cloisons en carton. Quand le feu s'est déclaré avant l'aube, ils ont été pris au piège, incapables de s'échapper. Le drame a jeté une lumière crue sur l'existence d'un véritable *sweatshop* (atelier de misère) en plein cœur de l'Italie industrielle, à deux pas des maisons de luxe florentines. Il a révélé aussi un système bien rodé: des entrepreneurs chinois sous-traitent à bas coût pour le compte d'usines italiennes ou de commanditaires internationaux, tirant parti de la valeur ajoutée du *made in Italy*. «Produire en Italie fait partie d'une stratégie marketing et constitue une valeur ajoutée pour le produit final», note un rapport du syndicat italien Femca-CISL.

Dans le dédale de hangars de la zone industrielle de Macrolotto à Prato, plus de 4.500 microentreprises dirigées par des migrants chinois se sont implantées en quelques années. Officiellement, environ 30.000 travailleurs chinois y sont employés légalement, mais personne ne connaît le nombre exact de sans-papiers qui s'y tuent à la tâche, invisibles.

«Le système ressemble à celui d'un point de *deal*, avec des vêtements au lieu de la drogue.»

Machines à coudre bourdonnant jour et nuit, camions de livraison à toute heure: ce *Chinatown* laborieux tourne à plein régime pour la mode à bas prix. On y applique le dogme du flux tendu poussé à l'extrême et un autre principe tout aussi implacable: celui de la discrétion absolue. «Ces entreprises se caractérisent par un non-respect des normes et par des arrêts souvent rapides des activités, rendant impossible tout traçage. Leur marché final reste obscur», observe le syndicat italien Femca-CISL. Dès qu'un contrôle approche, l'atelier clandestin disparaît ou change de nom, tandis qu'un autre ouvre plus loin. Cet univers a longtemps prospéré dans l'ombre, au point de devenir le plus grand pôle textile d'Europe, alimentant en vêtements bon marché toute une filière parallèle de la mode.

Guerre des cintres

Ces derniers mois, cependant, Prato a basculé dans une violence inédite: la concurrence pour ce juteux marché souterrain a tourné à la guerre des gangs. Incendies criminels, agressions, menaces, une véritable «guerre des cintres», comme la surnomment les enquêteurs, oppose désormais différents clans mafieux pour le contrôle de la logistique et du trans-



Dans les «ateliers de misère», discrétion absolue et dogme du flux tendu à l'extrême.



A Prato, en Italie, des entrepreneurs chinois sous-traitent à bas coûts la confection pour des marques italiennes.

port des marchandises. «Prato fait face à une concentration de crimes jamais vue auparavant, des conflits entre groupes criminels dont la violence rappelle la Sicile des années 1980», confie Luca Tescaroli, procureur de la République à Prato, submergé par les dossiers liés à cette économie parallèle. Sur le terrain, les défenseurs des travailleurs peinent à faire entendre leur voix. «Le système est moyen-âgeux, digne de l'esclavage», dénonce Riccardo Tamborrino, responsable syndical engagé auprès des ouvriers exploités de Prato. «Le système ressemble aujourd'hui à celui d'un point de *deal*, mais avec des vêtements au lieu de la drogue», poursuit-il pour décrire ces ateliers à huis clos, loin des podiums milanais. Les autorités italiennes reconnaissent les dérives graves derrière l'étiquette *made in Italy*. «La tricherie qui consiste souvent à simplement coudre une étiquette», et non à fabriquer un produit de A à Z dans les règles de l'art, est un secret de Polichinelle, admet ainsi un commandant de la Guardia di Finanza italienne. Beaucoup de vêtements arborant fièrement le prestigieux *made in Italy* ne doivent ce label qu'à la pose d'une dernière étiquette en sol italien, après avoir été cousus à la chaîne par des ouvriers sous-payés, dans des ateliers clandestins de la péninsule, ou même parfois dans les Balkans.

Plus troublant encore, ces pratiques ne se limitent pas au bas de gamme ou à la contrefaçon. Récemment, la justice italienne a mis au jour des abus dans la chaîne d'approvisionnement de marques de luxe. En 2024, à Milan, une enquête a révélé que des sacs à main Christian Dior, vendus plus de 2.600 euros pièce en boutique, étaient en réalité sous-traités à des ateliers illégaux pour 53 euros l'unité. Les carabinieri ont découvert un système sophistiqué de sous-traitance en cascade: Dior confiait l'assemblage de certaines pièces à des sociétés externes, qui elles-mêmes délocalisaient le travail dans des arrière-boutiques insalubres de la région lombarde, employant une main-d'œuvre chinoise corvéable à merci. Le schéma était le même chez Armani ou chez le maroquinier Alviero Martini, également épinglés: travail au noir généralisé, horaires à rallonge, sécurité inexistante. Une usine clandestine produisait ainsi des sacs Armani facturés 93 euros (revendus 1.800 euros en magasin). Les marques se dédouanent en affirmant ignorer ces pratiques de leurs sous-traitants, mais l'affaire, désormais devant les tribunaux italiens, jette une ombre sur le vernis du luxe italien. A tel point que

l'Autorité de la concurrence italienne a ouvert une enquête pour pratiques commerciales trompeuses, soupçonnant que vanter le savoir-faire artisanal du *made in Italy*, tout en recourant à ces ateliers, revient à induire le consommateur en erreur.

La course au moindre coût et ses limites

De Sofia à Prato, en passant par Kiev ou Skopje, un même fil relie ces histoires d'ouvrières exploitées: la pression incessante sur les coûts de production dans l'industrie de la mode. L'affaire milanaise tombe dans un moment européen paradoxal. D'un côté, les institutions multiplient les textes destinés à encadrer des chaînes de valeur devenues des labyrinthes. De l'autre, la guerre des prix, dopée par les plateformes et la rotation accélérée des collections, qui pousse vers une production toujours plus tendue, même à l'intérieur du continent. L'étiquette locale, de ce point de vue, sert aussi de promesse marketing dans une époque saturée de soupçons. Le secteur pèse lourd. En 2023, le textile-habillement de l'UE représentait un chiffre d'affaires de 170 milliards d'euros, environ 1,3 million d'emplois et 197.000 entreprises, selon l'Agence européenne pour l'environnement. Et le vêtement, dans les foyers, reste une consommation de masse: en 2022, les Européens consommaient en moyenne 19 kilos de textile par personne. Dans un système qui tourne à ce volume, le coût social se répartit rarement au sommet.

Sur le terrain des prix, l'industrie européenne réclamait depuis des mois un signal contre l'*ultracheap*, dopé par l'arrivée massive de petits colis. Dans *Le Monde*, deux représentants du secteur résumaient la bataille à coups de formule: «Deux euros, c'est ridicule. Il faut taxer chaque colis à hauteur de 20 euros», au sujet des «frais de traitement» envisagés à l'époque.

Mais, depuis, l'Union a tranché: le 11 février 2026, le Conseil a donné son feu vert définitif à de nouvelles règles de droits de douane pour les envois directs aux consommateurs. Jusqu'à la mise en place du futur dispositif douanier européen attendu en 2028, les Etats membres se sont accordés sur un droit forfaitaire de 3 euros pour les articles contenus dans les petits colis de moins de 150 euros, et à partir du 1^{er} juillet 2026, ce droit sera perçu sur chacune des différentes catégories d'articles (selon leurs sous-positions tarifaires) contenues dans un même colis. Le système doit s'appliquer du 1^{er} juillet 2026 au 1^{er} juillet 2028, avec possibilité de prolongation.

Claire, dans sa boutique parisienne, n'emploie pas la formule «une mode éthique et responsable». Elle parle de preuves. Elle garde désormais les catalogues *made in Europe* à distance, demande des détails, réclame un nom d'atelier. «Le vrai test, c'est ce qu'on ne voit pas», dit-elle en repliant un sweatshirt. Sur le comptoir, l'étiquette reste la même. Le fil, lui, même plus loin: jusqu'aux mains qui cousent, et jusqu'au prix que l'Europe accepte de payer pour «se raconter» une histoire. ●